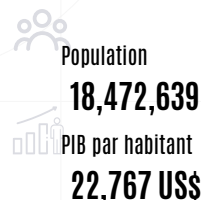
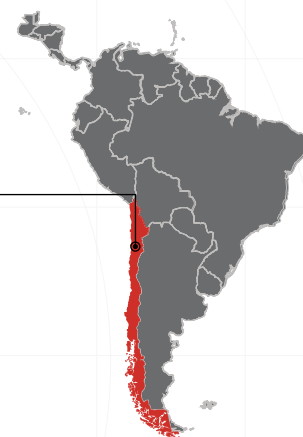
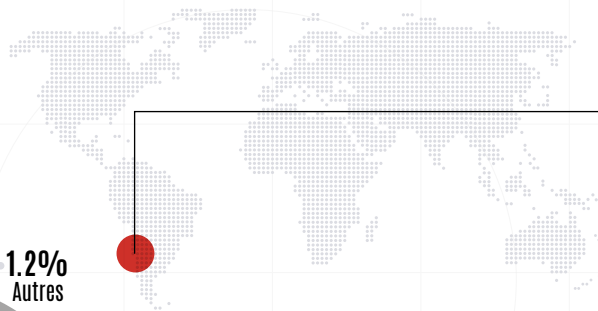
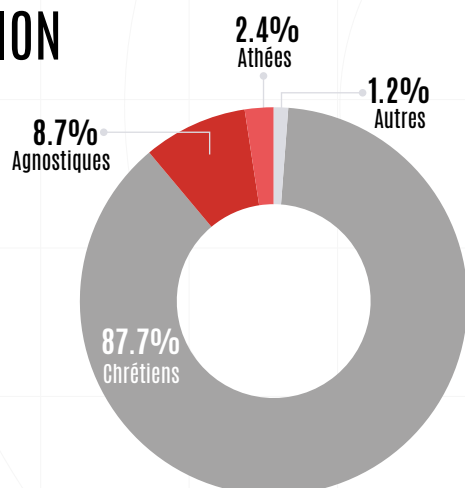




# CHILI

## RELIGION



## LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

L'article premier de la Constitution chilienne<sup>1</sup> dispose que les hommes naissent libres et égaux en dignité et en droits. L'État reconnaît que la « famille est la cellule fondamentale de la société », tout en protégeant les « groupes intermédiaires » au moyen desquels la société est organisée et structurée. « L'État est au service de la personne humaine » et doit veiller à ce que chaque individu puisse « atteindre le plus grand accomplissement spirituel et matériel possible ».

L'article 19, alinéa 6, garantit « la liberté de conscience, la manifestation de toutes les croyances et le libre exercice de toutes les religions qui ne sont pas contraires à la morale, aux bonnes mœurs ou à l'ordre public ». Il dispose également que « les confessions religieuses peuvent ériger et posséder des temples et leurs dépendances, dans les conditions de sécurité et d'hygiène fixées par les lois et les ordonnances ». Le même article dispose que les lieux de culte « sont exonérés de toutes taxes » s'ils sont utilisés exclusivement pour le culte.

« Les parents ont le droit préférentiel et le devoir d'éduquer leurs enfants » (article 19, alinéa 10), tandis que « la liber-

té d'éducation comprend le droit d'ouvrir, d'organiser et de tenir des établissements d'enseignement » (article 19, alinéa 11).

Depuis septembre 2017, l'avortement est légal pour trois motifs. Les membres du personnel médical ainsi que les institutions peuvent s'y soustraire, invoquant le droit à l'objection de conscience.<sup>2</sup>

La Constitution et les lois chiliennes protègent la liberté religieuse de plus de 4000<sup>3</sup> groupes religieux reconnus. En vertu de la loi n° 19.638 de 1999<sup>4</sup> concernant les normes sur la constitution juridique des Églises et des organisations religieuses, tout groupe religieux peut demander le statut d'organisme à but non lucratif. Le Ministère de la Justice ne peut rejeter aucune demande d'enregistrement, mais il peut émettre des objections dans un délai de 90 jours si la demande ne répond pas aux conditions légalement requises. Dans un tel cas, les demandeurs ont 60 jours pour adresser leurs propres contre-arguments à l'État ou demander réparation devant les tribunaux. L'État ne peut radier une organisation religieuse après acceptation. L'Église catholique est une personne morale de droit public et doit s'enregistrer en vertu de la loi susmentionnée.

La loi n° 19.638<sup>5</sup> dispose que nul ne peut faire l'objet d'une

discrimination fondée sur ses croyances religieuses. Elle consacre la liberté de religion et de culte, l'autonomie de chacun et l'immunité contre toute contrainte. Ainsi, chacun peut librement professer la croyance religieuse de son choix en se livrant à des actes de culte en public ou en privé, individuellement ou collectivement, célébrer des fêtes religieuses et accomplir des rites ou ne pas en accomplir. Cela implique également le droit d'abandonner une religion. Les groupes religieux reconnus sont autonomes dans le domaine éducatif et ont le droit de créer leurs propres collèges, clubs ou toute autre organisation.

La loi n° 20.609<sup>6</sup> interdit la discrimination arbitraire, ainsi que toute forme d'exclusion ou de restriction dépourvue d'une justification raisonnable qui pourrait causer une privation, une perturbation ou une menace dans l'exercice légitime des droits fondamentaux. C'est particulièrement le cas si la discrimination est fondée sur des motifs spécifiques, tels que la race, l'ethnicité ou la religion.

Cependant, une différence de traitement est jugée raisonnable lorsqu'elle repose sur l'exercice d'autres droits fondamentaux légitimes tels que la liberté de conscience, la croyance et la pratique religieuse<sup>7</sup>

## INCIDENTS ET DÉVELOPPEMENTS

Comme au cours de la période précédente, des incendies criminels ont été signalés dans l'Araucanía, qui est ravagée par des conflits, avec notamment une série d'incidents en juillet et août 2018 impliquant des églises évangéliques.<sup>8</sup>

En octobre 2019, des troubles sociaux ont éclaté dans le cadre d'un mouvement plus large de mobilisation citoyenne. De violentes manifestations ont accompagné des mouvements sociaux, conduisant à la destruction de biens publics et privés. Des attaques répétées et des actes de vandalisme ont été signalés contre des églises.<sup>9</sup> Un rapport de l'ONG Comunidad y Justicia<sup>10</sup> pour la Commission interaméricaine des droits de l'homme, publié lors de la visite de cette dernière dans le pays (janvier 2020)<sup>11</sup>, a noté qu'au moins 57 églises (51 catholiques et six évangéliques) avaient été ciblées par des actes de vandalisme depuis octobre 2019.

Dans ce contexte, la religion est restée une question importante. En novembre 2019, un projet de loi a été présenté au Congrès national du Chili visant à imposer des peines plus sévères pour les actes criminels perpétrés

contre des lieux de culte.<sup>12</sup>

En décembre 2019, le cardinal Francisco Javier Errázuriz Ossa, archevêque émérite de Santiago du Chili, a été agressé verbalement dans la capitale Santiago au motif qu'il aurait cherché à étouffer des affaires d'abus sexuels.<sup>13</sup> En janvier 2020, une vidéo qui montrait un groupe d'hommes cagoulés attaquant un homme habillé en prêtre et le traînant hors de la cathédrale est devenue virale. Toutefois, selon des sources officielles, l'incident était une mise en scène.<sup>14</sup>

Le même mois, un groupe de manifestants a perturbé la messe d'installation du nouvel archevêque de Santiago et jeté des restes de grenades lacrymogènes pendant la communion.<sup>15</sup> Dans le sud du Chili, la Cour d'appel de la ville de Concepción a rejeté un recours contre l'archidiocèse local à propos de la célébration du 8 décembre (fête de l'Immaculée Conception), déposé par peur qu'elle ne conduise à du vandalisme.<sup>16</sup> Ce jour-là, des manifestations ont eu lieu dans diverses régions du pays avec des insultes contre la Vierge Marie.<sup>17</sup>

En octobre 2020, à l'occasion du premier anniversaire de la période actuelle de troubles sociaux dans le pays, d'autres actes de vandalisme ont été perpétrés contre des lieux de culte, notamment des incendies criminels contre des églises du patrimoine telles que l'église paroissiale de La Asunción, dans le centre de Santiago, dont le dôme s'est « effondré dans les flammes »<sup>18</sup> et l'église des Carabineros (police nationale chilienne).<sup>19</sup>

Le gouvernement a également tenu des réunions avec divers groupes religieux.<sup>20</sup> Des commissions de travail conjointes ont été créées, de même qu'un groupe consultatif d'experts en matière religieuse.<sup>21</sup> Un conseil consultatif sur la loi sur les cultes a été mis en place<sup>22</sup> et un organisme interreligieux a été créé pour faire face à la pandémie de covid-19.<sup>23</sup> Cependant, il n'apparaît pas clairement à quoi tout cela aboutit. En avril 2019, des terres ont été données aux communautés musulmane et juive afin de créer un centre culturel et un musée de l'Holocauste.<sup>24</sup>

Au cours des deux dernières années, les tribunaux ont eu à traiter de questions liées à la liberté religieuse. Dans une affaire de septembre 2019, la Cour suprême du Chili a confirmé une amende infligée à une chaîne de télévision pour un sketch humoristique insultant pour la Vierge Marie.<sup>25</sup>

En septembre 2019, la Cour suprême a accepté une de-

mande de protection juridique (recurso de proteccion) contre le voisin d'une paroisse, pour avoir fermé l'accès à la chapelle de la Vierge Marie.<sup>26</sup> En ce qui concerne les transfusions sanguines, que les Témoins de Jéhovah refusent<sup>27</sup>, les tribunaux ont autorisé un hôpital à effectuer une transfusion ; par ailleurs, une intervention chirurgicale sans transfusion sanguine a été ordonnée.<sup>28</sup>

En quelques années à peine, l'immigration a doublé le nombre de groupes religieux étrangers au Chili.<sup>29</sup>

Avant la pandémie de Covid-19, les fêtes religieuses populaires continuaient d'être célébrées.<sup>30</sup>

Après le déclenchement de la pandémie, le gouvernement a proclamé l'état d'urgence, sans aucune réglementation spécifique en matière religieuse. Plus particulièrement, il a interdit les rassemblements de plus de 50 personnes à quelque endroit que ce soit. Certaines autorités régionales ont émis des arrêtés touchant exclusivement la religion, restreignant ainsi la liberté religieuse, mais ils ont ensuite été annulés.<sup>31</sup> Dans le même temps, des demandes de protection juridique ont été présentées, mais dans deux cas, les tribunaux ont statué sans tenir compte du droit à la liberté religieuse<sup>32</sup>, tandis que dans un autre, les règlements administratifs ont été jugés inconstitutionnels,

confirmant ainsi le droit de réunion pour le culte religieux.<sup>33</sup>

Les organisations religieuses ont contribué de diverses manières à la lutte contre la pandémie.<sup>34</sup> Elles ont soutenu les autorités dans leurs décisions et se sont abstenues de célébrer les liturgies et les sacrements.<sup>35</sup> Afin de faire face à l'urgence, elles ont également fourni des installations, telles que des maisons et des abris pour les malades<sup>36</sup>, ainsi que de la nourriture, une prise en charge religieuse, des soins aux migrants, etc.<sup>37</sup>

## PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

La période 2018-2020 a connu une augmentation des attaques contre les églises. Auparavant, elles étaient concentrées dans une région du pays liée à la cause mapuche, mais depuis octobre 2019, la violence et le vandalisme contre les églises se sont étendus à plusieurs villes, symptôme d'intolérance envers la religion et signe que l'État est incapable de la protéger. Les tribunaux n'ont pas non plus respecté le droit à la liberté religieuse, en raison d'une mauvaise compréhension de ce droit fondamental. Par conséquent, les perspectives d'avenir sont négatives et préoccupantes.

## NOTES DE FIN DE TEXTE / SOURCES

1 Chile 1980 (rev. 2015), Constitute Project, [https://www.constituteproject.org/constitution/Chile\\_2015?lang=en](https://www.constituteproject.org/constitution/Chile_2015?lang=en) En espagnol : [https://www.oas.org/dil/esp/constitucion\\_chile.pdf](https://www.oas.org/dil/esp/constitucion_chile.pdf)

2 "Ley 21.030. Regula la despenalización de la interrupción voluntaria del embarazo en tres causales," Ley Chile, Art. 1, n° 3, <https://www.leychile.cl/Navegar?idNorma=1108237&buscar=21030>

3 Oficina Nacional de Asuntos Religiosos (ONAR), [https://www.onar.gob.cl/wp-content/uploads/2019/10/ENTIDADES\\_DEBIDAMENTE\\_REGISTRADAS\\_Y\\_PUBLICADAS\\_06 December 2017.pdf](https://www.onar.gob.cl/wp-content/uploads/2019/10/ENTIDADES_DEBIDAMENTE_REGISTRADAS_Y_PUBLICADAS_06%20December%202017.pdf)

4 "Ley 19.638. Establece normas sobre la constitución jurídica de las iglesias y organizaciones religiosas," Ley Chile, <https://www.leychile.cl/Navegar?idNorma=145268&buscar=19638>

5 Ibid.

6 "Ley 20.609. Establece medidas contra la discriminación," Ley Chile, <https://www.leychile.cl/Navegar?idNorma=1042092&buscar=20609>

7 Ibid.

8 Hoy Digital, 11 juillet 2018, <https://hoy.com.do/incendian-iglesia-evangelica-en-chile/>; Victor Fuentes Besoain, "Queman templo evangélico y dejan mensaje en apoyo a dos condenados en 'caso iglesia'," Economía y Negocios, 4 août 2018, <http://www.economiaynegocios.cl/noticias/noticias.asp?id=493257>

9 Mundo Cristiano, 21 octobre 2019, <https://www1.cbn.com/mundocristiano/latinoamerica/2019/october/lsquo-quemaron-una-iglesia-pente-costal-en-valparaiso-rsquo-tras-protestas-en-chile> ; Francisco Meliñir, Somos 9, 29 octobre 2019, <https://somos9.cl/2019/10/29/encapuchados-incendiaron-iglesia-alianza-cristiana-y-misionera-de-pua/> (page consultée le 2 février 2020); Francisca Plaza, Radio Agricultura, 2 novembre 2019, <https://www.radioagricultura.cl/nacional/2019/11/02/7-iglesias-evangelicas-quemadas-se-registran-en-dos-semanas-de-movilizaciones.html> ; Macarena Gayangos, Aleteia, 9 novembre 2019, <https://es.aleteia.org/2019/11/09/chile-y-el-ataque-mas-feroz-a-una-iglesia-desde-el-inicio-de-las-protestas/> ; J. Navarrete y L. Cerda, "Encapuchados queman iglesia institucional de Carabineros durante nueva jornada de manifestaciones y disturbios," La Tercera, 3 janvier 2020, <https://www.latercera.com/nacional/noticia/incendian-iglesia-san-francisco-borja-medio-disturbios/961070/>

10 Comisión Interamericana de Derechos Humanos, Visita in loco, Santiago de Chile, 26 de enero de 2020, Comunidad y Justicia, <https://comunidadyjusticia.cl/wp-content/uploads/2020/05/informe-libertad-religiosa-cyj-febrero-2020-1.pdf>

11 "CIDH culmina visita in loco a Chile y presenta sus observaciones y recomendaciones preliminares," Organización de los Estados Americanos, 31 janvier 2020, <https://www.oas.org/es/cidh/prensa/comunicados/2020/018.asp>

12 "Senado – Proyecto de Ley – Que aumenta las penas a los delitos relacionados con daños a lugares destinados al ejercicio de un culto," Boletín Jurídico del Observatorio de libertad religiosa de América Latina y El Caribe, N° 2 (année 15) novembre 2019, <http://ojs.uc.cl/index.php/bjur/>

[article/view/4664](#)

- 13 Aci Prensa, 5 décembre 2019, <https://www.aciprensa.com/noticias/joven-defiende-de-agresion-en-la-calle-a-cardenal-26944>
- 14 Aci Prensa, 5 janvier 2020, <https://www.aciprensa.com/noticias/ataque-contrasacerdote-en-catedral-fue-un-montaje-dice-arzobispado-93183>
- 15 David Ramos, Aci Prensa, 11 janvier 2020, <https://www.aciprensa.com/noticias/arrojan-restos-de-bombas-lacrimogenas-en-misa-de-instalacion-de-arzobispo-en-chile-55209>
- 16 Poder Judicial, 6 décembre 2019, <https://www.pjud.cl/home>, [https://www.pjud.cl/noticias-del-poder-judicial/-/asset\\_publisher/kV6Vdm3zNEWt/content/corte-de-apelaciones-de-concepcion-declara-inadmisibles-recursos-de-proteccion-contras-arzobispado?redirect=https%3A%2F%2Fwww.pjud.cl%2Fnoticias-del-poder-judicial%3Fp\\_p\\_id%3D101\\_INSTANCE\\_kV6Vdm3zNEWt%26p\\_p\\_lifecycle%3D0%26p\\_p\\_state%3Dnormal%26p\\_p\\_mode%3Dview%26p\\_p\\_col\\_id%3Dcolumn-2%26p\\_p\\_col\\_pos%3D1%26p\\_p\\_col\\_count%3D2](https://www.pjud.cl/noticias-del-poder-judicial/-/asset_publisher/kV6Vdm3zNEWt/content/corte-de-apelaciones-de-concepcion-declara-inadmisibles-recursos-de-proteccion-contras-arzobispado?redirect=https%3A%2F%2Fwww.pjud.cl%2Fnoticias-del-poder-judicial%3Fp_p_id%3D101_INSTANCE_kV6Vdm3zNEWt%26p_p_lifecycle%3D0%26p_p_state%3Dnormal%26p_p_mode%3Dview%26p_p_col_id%3Dcolumn-2%26p_p_col_pos%3D1%26p_p_col_count%3D2)
- 17 de San Bernardo, 12 décembre 2019, <http://www.obispadodesanbernardo.cl/2019/12/12/ante-los-insultos-a-la-madre-de-dios/>
- 18 José Navarrete y Ignacio Leas (SIC), “Cae cúpula de Parroquia de la Asunción tras ataque y vuelven a incendiar iglesia de Carabineros,” La Tercera, 18 octobre 2020, <https://www.latercera.com/nacional/noticia/sujetos-irrumpen-y-prenden-fuego-a-parroquia-de-la-asuncion-en-el-segundo-ataque-a-un-templo-durante-la-jornada/OH5C36KTTVGOPEVQERK4FJWCCU/>
- 19 Conferencia Episcopal de Chile, 18 octobre 2020, <http://www.iglesia.cl/41365-declaracion-del-episcopado--que-la-violencia-no-intimide-nuestro-anhelo-de-justicia-para-chile.html>
- 20 Oficina Nacional de Asuntos Religiosos (ONAR), 28 janvier 2019, <https://www.onar.gob.cl/1er-encuentro-metropolitano-de-lideres-religiosos/>
- 21 Oficina Nacional de Asuntos Religiosos (ONAR), 31 mai 2019, <https://www.onar.gob.cl/onar-inaugura-mesa-consultiva-de-expertos-en-materia-religiosa/>
- 22 Oficina Nacional de Asuntos Religiosos (ONAR), 12th June 2019, <https://www.onar.gob.cl/mesa-consultiva-de-la-ley-de-culto-se-constituyo-en-el-biobio/>
- 23 Oficina Nacional de Asuntos Religiosos (ONAR), 23 avril 2020, <https://www.onar.gob.cl/ministro-ward-preside-primera-sesion-interreligiosa-covid-19/>
- 24 Oficina Nacional de Asuntos Religiosos (ONAR), 18 avril 2019, <https://www.onar.gob.cl/plaza-del-encuentro-gobierno-apoya-iniciativa-de-comunidades-judia-y-musulmana/>
- 25 “Corte Suprema - Acoge recurso de queja contra sentencia de Corte de Apelaciones de Santiago que confirmó resolución administrativa del Consejo Nacional de Televisión que sancionó y multó a estación televisiva por rutina humorística que difamó (sic) a la Virgen María,” Boletín Jurídico del Observatorio de libertad religiosa de América Latina y El Caribe, N° 11 (année 14) septembre 2019, <http://ojs.uc.cl/index.php/bjur/article/view/2716>
- 26 “Corte Suprema - Acoge recurso de protección en contra de propietaria de un terreno colindante a parroquia de San Vicente de Tagua Tagua, por cerrar el acceso a ermita de la Virgen María,” Boletín Jurídico del Observatorio de libertad religiosa de América Latina y El Caribe, N° 11 (année 14) septembre 2019, <http://ojs.uc.cl/index.php/bjur/article/view/3236>
- 27 “Corte de Apelaciones de Santiago - Acoge Recurso de Protección y autoriza a Hospital a que realice todos los tratamientos necesarios, incluidas transfusiones sanguíneas a lactante, a cuyos padres se oponen por razones religiosas,” Boletín Jurídico del Observatorio de libertad religiosa de América Latina y El Caribe, N° 5 (année 14) février/mars 2019, <http://ojs.uc.cl/index.php/bjur/article/view/969/1061>. “Corte de Apelaciones de Santiago - Acoge recurso de protección deducido y autoriza transfusión de sangre de paciente miembro de los Testigos de Jehová, internado en el Hospital San José,” Boletín Jurídico del Observatorio de libertad religiosa de América Latina y El Caribe, N° 5 (année 15) février 2020, <http://ojs.uc.cl/index.php/bjur/article/view/9494>
- 28 Felipe Delgado, Biobío Chile, 16 décembre 2019, <https://www.biobiochile.cl/noticias/nacional/region-metropolitana/2019/12/16/corte-suprema-acoge-recurso-para-que-hospital-capitalino-opere-a-testigo-de-jehova-sin-transfusiones.shtml>
- 29 Pamela Gutiérrez, “Comunidades haitianas forman sus propias iglesias y los pastores podrían crear una nueva asociación,” Economía y Negocios, 7 janvier 2019, <http://www.economianegocios.cl/noticias/noticias.asp?id=536167>
- 30 Gisele Vargas, Aci Prensa, 29 avril 2019, <https://www.aciprensa.com/noticias/celebran-tradicional-fiesta-de-cuasimodo-en-domingo-de-la-divina-misericordia-fotos-64943>; “Romería en honor a la Virgen del Carmen corona los 200 Years de independencia de Chile,” Aci Prensa, 26 novembre 2018, <https://www.aciprensa.com/noticias/romeria-en-honor-a-la-virgen-del-carmen-corona-los-200-anos-de-independencia-de-chile-10701>; Gisele Vargas, “Celebran tradicional fiesta de Cuasimodo en Domingo de la Divina Misericordia,” Aci Prensa, 29 avril 2019, <https://www.aciprensa.com/noticias/celebran-tradicional-fiesta-de-cuasimodo-en-domingo-de-la-divina-misericordia-fotos-64943>
- 31 Luis Estéban Muñoz, Radio UdeC, 23 mars 2020, <https://www.radioudec.cl/2020/03/23/seremi-de-salud-instruye-prohibicion-de-actividades-religiosas-culturales-y-deportivas/>
- 32 Nicolás Díaz, Bío Bío Chile, 12 mai 2020, <https://www.biobiochile.cl/noticias/nacional/region-del-bio-bio/2020/05/12/corte-revoca-medida-de-la-seremi-de-salud-bio-bio-que-levanto-prohibicion-de-actividades-religiosas.shtml>
- 33 “Corte de Apelaciones de Concepción – Sentencia declara que autoridad administrativa no está facultada para prohibir actividades religiosas durante estado de excepción» 23 juillet 2020. Boletín Jurídico del Observatorio de libertad religiosa de América Latina y El Caribe, N° 10 (année 15) juillet 2020, <http://ojs.uc.cl/index.php/bjur/article/view/18113>
- 34 “Iglesia Católica en Chile se pone a disposición de autoridades por Covid-19,” Conferencia Episcopal de Chile, 20 mars 2020, <http://iglesia.cl/40145-iglesia-catolica-en-chile-se-pone-a-disposicion-de-autoridades-por-covid-19.html>
- 35 “Arzobispado de Santiago – Disposiciones para la Semana Santa 2020 por contingencia de COVID-19,” Boletín Jurídico del Observatorio de libertad religiosa de América Latina y El Caribe, N° 6 (année 15) mars 2020, <http://ojs.uc.cl/index.php/bjur/article/view/10404>
- 36 Paola Calderón Gómez, Prensa Celam, 31 mars 2020, <https://prensacelam.org/2020/03/31/congregaciones-chilenas-ponen-a-disposicion-casas-para-enfermos-de-covid-19/>; Diócesis de Talca, 24 mars 2020, <https://www.diocesisdetalca.cl/noticias/1752-obispado-de-talca-pone-a-disposicion-de-las-autoridades-sus-cuatro-casas-de-ejercicios>
- 37 Conferencia Episcopal de Chile, 24 avril 2020, <http://www.iglesia.cl/40356-caritas-valparaiso-apoya-a-migrantes-en-la-crisis-humanitaria-del-covid-19.html>; Iton Gadol, 7 août 2020, <https://itongadol.com/latinoamerica/coronavirus-como-enfrenta-la-comunidad-judia-de-chile-los-efectos-de-la-pandemia>